

La Corée du Nord démantèlera un de ses réacteurs nucléaires avant fin 2007

mercredi 3 octobre 2007, par [PONS Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 3 octobre 2007).

Sommaire

- [Pyongyang désactiverait \(...\)](#)
- [Pyongyang ouvre les portes \(...\)](#)

La Corée du Nord a accepté de démanteler d'ici au 31 décembre son réacteur de Yongbyon et d'autres installations nucléaires en vertu d'un accord, publié mercredi 3 octobre lors du sommet intercoréen. Ce texte avait été adopté dimanche, à la suite de quatre jours de négociations entre les six pays (les deux Corées, Chine, Etats-Unis, Japon, Russie) qui participent, depuis 2003, aux pourparlers sur le démantèlement complet des installations nucléaires nord-coréennes.

En vertu de cet accord, la Corée du Nord a confirmé qu'elle ne fournira pas de matériel et de savoir-faire nucléaires à d'autres pays et divulguera la « liste complète » de ses installations nucléaires avant la fin de l'année.

Pour vérifier les engagements pris, les Etats-Unis enverront un groupe d'experts dans les deux prochaines semaines en Corée du Nord et fourniront les premiers financements pour préparer les opérations de démantèlement.

AIDE ENERGÉTIQUE D'UN MILLION DE TONNES DE FIOUL

Si les conditions sont respectées, Pyongyang recevra une aide énergétique équivalant à un million de tonnes de fioul lourd, comprenant les 100 000 tonnes déjà livrées par la Corée du Sud et la Chine. Les détails des prochaines livraisons seront fixés plus tard. En juillet, la Corée du Nord avait fermé son principal réacteur nucléaire à Yongbyon en échange de 50 000 tonnes de fioul fournies par la Corée du Sud, et accepté un retour des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

L'accord a été aussitôt salué par le président américain, George Bush. Gordon Johndroe, porte-parole du Conseil national de sécurité de la Maison Blanche l'a qualifié de « grande avancée vers la dénucléarisation de la péninsule coréenne ». Contrairement à ce qu'avait laissé entendre la Corée du Nord, Washington ne l'a pas retirée de la liste des Etats soutenant le terrorisme, les Etats-Unis attendant de voir si le régime communiste nord-coréen tient ses promesses. Aucune date butoir n'a été fixée sur cette question, pas plus que sur celle d'un possible établissement des relations diplomatiques entre Washington et Pyongyang.

LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 03.10.07 | 17h32

Mis à jour le 03.10.07 | 17h43

Compte rendu

Pyongyang désactiverait ses programmes nucléaires d'ici à décembre

SÉOUL ENVOYÉ SPÉCIAL

A la veille du sommet entre les deux Corées, qui se tiendra à Pyongyang du 2 au 4 octobre, les négociateurs aux pourparlers à six (Chine, deux Corées, Etats-Unis, Japon et Russie), réunis à Pékin, sont parvenus à un projet d'accord sur la désactivation des programmes nucléaires nord-coréens qui devrait être effective avant la fin de l'année. Le texte a été soumis à leurs gouvernements. S'il est approuvé - ce qui ne fait guère de doute à Séoul -, il devrait être rendu public dès mardi.

« *Le projet d'accord prévoit un calendrier précis pour la Corée du Nord* », a déclaré, à Pékin, le négociateur sud-coréen ChunYung-woo. « *Il est notamment stipulé que la désactivation sera effective avant le 31 décembre* », a poursuivi le diplomate, qui a salué les concessions faites par Pyongyang.

« *Nous sommes entrés dans les détails pratiques de la dénucléarisation et le projet d'accord est très complet* », a fait valoir pour sa part le négociateur américain, Christopher Hill. Pour son homologue chinois, Wa Dawei, le projet d'accord a fait l'objet d'un « *large consensus* ». Les pourparlers à six avaient repris à la fin de la semaine dernière.

LIVRAISONS DE FIOUL

Les parties semblent être parvenues à une définition de ce qu'elles entendent par « désactivation » (le démantèlement pur et simple des installations étant exclu par Pyongyang). La République populaire démocratique de Corée (RPDC) a annoncé en juillet être disposée à fournir une liste complète de ses installations nucléaires et à les désactiver, conformément à l'accord du 13 février qui prévoit, en échange, des fournitures importantes d'énergie, des garanties de sécurité et la normalisation des relations entre les Etats-Unis et la RPDC.

Pyongyang a arrêté, au mois de juillet, son principal réacteur à Yongbyon et a accepté le retour des inspecteurs de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA). Les premières livraisons de 50 000 tonnes de fioul par la Corée du Sud et la Chine ont commencé. La semaine dernière, George Bush a également autorisé la fourniture d'une aide énergétique d'un montant de 25 millions de dollars à la RPDC.

Le projet d'accord devrait inclure l'engagement des Etats-Unis de rayer la RPDC de la liste des pays soutenant le terrorisme, - l'une des demandes pressantes de Pyongyang -, sans toutefois qu'une date ait été précisée, a déclaré le négociateur sud-coréen.

Philippe Pons

Article paru dans l'édition du 02.10.07.

Deuxième sommet entre les Corées depuis 2000

Le sommet de Pyongyang entre les deux Corées est le deuxième depuis l'armistice de 1953, qui avait consacré la division de la péninsule. Le premier sommet, en juin 2000, déjà à Pyongyang, avait permis aux deux rivaux de lancer des projets économiques et humanitaires. Séoul devrait à nouveau proposer des programmes d'aide économique. - (AFP.)

Pyongyang ouvre les portes de sa centrale atomique de Yongbyon aux experts américains

PYONGYANG ENVOYÉ SPÉCIAL

Un nouveau pas semble avoir été franchi dans le processus de dénucléarisation de la Corée du Nord au cours de la visite d'une mission d'experts américains, accompagnés d'un Chinois et d'un Russe, destinée à étudier les modalités de désactivation de ses programmes atomiques. Cette mission a quitté Pyongyang, samedi 15 septembre, après avoir séjourné quatre jours en République populaire démocratique de Corée (RPDC) et inspecté son principal site nucléaire, la centrale de Yongbyon, à une centaine de kilomètres au nord de Pyongyang.

Les experts doivent présenter un rapport détaillé sur les différentes options techniques permettant de désactiver le réacteur. Celles-ci devraient être prochainement discutées dans le cadre des pourparlers à six (Chine, deux Corées, Etats-Unis, Japon et Russie). Une rencontre des Six, initialement prévue pour mercredi à Pékin, a été reportée par la Chine, pour une raison inconnue.

En principe, Pyongyang aurait accepté que des experts américains participent au processus de désactivation de la centrale. Encore faut-il que les Six s'entendent sur la méthode à suivre.

Tant à Pyongyang qu'à Séoul, on souligne le caractère « *positif et cordial* » des entretiens. « *Pyongyang a fait preuve d'une attitude coopérative sans précédent* », a indiqué un officiel sud-coréen à l'AFP.

A Pyongyang, on insiste sur le fait qu'il s'agit de « *désactiver* », c'est-à-dire de mettre hors d'usage, et non de « *démanteler* » (démonter physiquement) le réacteur de Yongbyon, qui a produit le plutonium utilisé pour l'essai nucléaire d'octobre 2006. Pour l'instant, « *le démantèlement est hors de question* », insistent des sources nord-coréennes.

Dans le cadre de l'accord du 13 février sur la dénucléarisation de la RPDC, il a été décidé, dans un premier temps, d'arrêter le réacteur de Yongbyon. Ce qui a été fait en juillet et constaté sur place par les experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

En échange de la désactivation de ses programmes nucléaires, la RPDC doit obtenir une aide énergétique ainsi que des garanties de sécurité et la normalisation de ses relations avec les Etats-Unis.

Le régime exige de suivre un processus d'« *action pour action* ». En échange de concessions sur le nucléaire, il demande la levée des sanctions économiques prises à son encontre et la suppression de la RPDC de la liste dressée par Washington des pays soutenant le terrorisme. On s'attend, dans les milieux diplomatiques à Pyongyang, à l'annonce imminente d'un geste de bonne volonté des Etats-Unis incitant Pyongyang à poursuivre sur la voie des concessions réciproques (sous forme, par exemple, d'une importante aide d'urgence à la suite des inondations d'août).

L'invitation d'experts étrangers par Pyongyang a tout d'abord été adressée aux Américains. Par la suite se sont joints un expert russe et un chinois afin de donner à la mission un caractère plus multilatéral. Les sept Américains sont passés en RPDC en franchissant la zone démilitarisée entre les deux pays à Panmunjom - privilège rare -, tandis que les experts chinois et russe sont arrivés et repartis par avion.

Philippe Pons

Article paru dans l'édition du 18.09.07.

LE MONDE | 30.09.07 | 11h26 • Mis à jour le 30.09.07 | 11h26